

CONSEIL DE PRUD'HOMMES

C.S. 20023

31, rue du Cambout
57003 - METZ CEDEX 01

Tél : 03 87 76 14 80
Fax : 03 87 75 34 60

**REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS**

JUGEMENT DE DEPARTAGE

PRONONCE le 25 Novembre 2016

RG N° F 14/00419

SECTION Commerce

**AFFAIRE
Yvon PIERSON
contre
EPIC - SNCF**

MINUTE N° 16/1518

**JUGEMENT
Contradictoire
premier ressort**

Notification le : 25/11/2016

Date de la réception

par le demandeur :

par le défendeur :

Expédition revêtue de
la formule exécutoire
délivrée

le :

à :

Recours :

Formé le :

Par :

Monsieur Yvon PIERSON

5 Rue du Docteur Boyer

55200 COMMERCE

Assisté de Monsieur Thierry BELLIVIER (Délégué syndical
ouvrier)

DEMANDEUR

EPIC - SNCF

2 Rue Royale

Tour Coislin

57000 METZ

Assisté de Me Jean-Charles SEYVE (Avocat au barreau de
METZ)

DEFENDEUR

**Composition du bureau de Départage section lors des
débat et du délibéré**

Monsieur Frédéric CHENAY, Président Juge départiteur
Mademoiselle Dominique SIMON, Assesseur Conseiller (E)
Monsieur Yves STENGEL, Assesseur Conseiller (E)
Monsieur Guy KAUTH, Assesseur Conseiller (S)
Mademoiselle Véronique THILLOT, Assesseur Conseiller (S)
Assistés lors des débats de Madame Dominique CLEMENT,
Greffier

PROCEDURE

- Date de la réception de la demande : 22 Avril 2014
- Bureau de Conciliation du 20 Mai 2014
- Convocations envoyées le 24 Avril 2014
- Renvoi BJ avec délai de communication de pièces
- Bureau de jugement du 06 Octobre 2015
- Renvoi Juge départiteur

- Débats à l'audience de Départage section du 22 Avril 2016
(convocations envoyées le 12 Janvier 2016)
- Prononcé de la décision fixé à la date du 24 Juin 2016

- Délibéré prorogé à la date du 21 Octobre 2016
- Délibéré prorogé à la date du 25 Novembre 2016
- Décision prononcée conformément à l'article 453 du code de
procédure civile en présence de Madame Dominique
CLEMENT, Greffier

Vu la demande introductive d'instance et les conclusions déposées les 22 avril 2014 et 31 juillet 2014 par Monsieur Yvon PIERSON, tendant à voir :

- annuler la sanction prononcée contre lui par la SCNF le 21 juin 2013, et condamner la société à lui payer 660 euros à ce titre ;
- condamner la société SNCF à lui payer en outre :
 - 30 000 euros de dommages-intérêts à titre de préjudice moral ;
 - 20 000 euros de dommages-intérêts à titre de préjudice de carrière ;
 - 1 000 euros à titre d'indemnisation de ses frais de justice non compris dans les dépens ;
- ordonner l'exécution provisoire du jugement à intervenir ;

Vu les conclusions responsives récapitulatives déposées le 13 octobre 2014 par la société SNCF, tendant à voir :

- débouter Monsieur Yvon PIERSON de l'intégralité de ses prétentions ;
- condamner le salarié à lui payer 1 000 euros sur le fondement des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile ;

Vu le procès-verbal de partage des voix dressé par le Conseil de prud'hommes de Metz le 6 octobre 2015 ;

Où les parties à l'audience de départage du 22 avril 2016, lors de laquelle elles ont développé leurs conclusions ;

MOTIFS DE LA DECISION :

1° Sur la demande relative à l'annulation de la sanction disciplinaire et au paiement de 660 euros à ce titre :

Attendu, aux termes de l'article L. 1333-2 du code du travail, que le conseil de prud'hommes peut annuler une sanction irrégulière en la forme, injustifiée ou disproportionnée à la faute commise ;

Attendu que le salarié s'est vu notifier une mise à pied disciplinaire le 21 juin 2013 ; qu'il allègue que la procédure disciplinaire n'a pas été respectée et que les faits étaient prescrits au moment de son engagement ; qu'il affirme en outre que ces faits ne sont pas de nature à fonder une sanction disciplinaire ;

a – sur la question du respect de la procédure disciplinaire :

Attendu, aux termes de l'article 4 du chapitre 9 du statut des relations collectives entre la SNCF et son personnel (RH 0001) et de l'article L. 1332-4 du code du travail, qu'aucun fait fautif ne peut donner lieu à l'engagement de poursuites disciplinaires au-delà d'un délai de deux mois à compter du jour où le service en a eu connaissance ; qu'en application de l'article L. 1332-4 du code du travail, le délai court à compter de la connaissance exacte des faits par l'employeur ;

Attendu que la sanction est fondée sur des faits en date d'octobre 2012 ; que la Direction de l'Ethique de la société défenderesse a été saisie le 29 octobre 2012 et a rendu un rapport d'enquête, transmis au directeur SNCF de la région Lorraine le 10 avril 2013 ; que cette date constitue le point de départ du délai de deux mois ; que Monsieur PIERSON a été convoqué à l'entretien préalable à

sanction disciplinaire le 21 mai 2013 et que la sanction a été notifiée le 21 juin ;

Attendu dès lors que les faits n'étaient pas prescrits lors de l'engagement de la procédure ; que la procédure disciplinaire a donc bien été respectée ;

b – sur les faits fautifs allégués :

Attendu, en application des articles 1.3 du référentiel GF 1203, 2.4 de la consigne générale annexe 6 de l'IN 0010 du statut de la SNCF et 2.3 du référentiel GF 1320, que seul le Pôle Recyclage, Elimination et Valorisation de la Direction des Achats peut lancer les appels d'offres de déposes-ventes de voies déclassées ;

Attendu que le salarié reconnaît être à l'origine de la commande de travaux passée le 11 octobre 2012 avec la société TPL 52 ; que cette commande indiquait concerner des travaux d'aménagement de piste, mais que Monsieur PIERSON admet avoir demandé à la société partenaire de réaliser à la place une dépose des voies, allégation confirmée à la fois par le plan de prévention élaboré par Monsieur BANDELIER, collaborateur du salarié dans l'affaire litigieuse, et par l'attestation émanant du demandeur lui-même à destination de la société TPL 52, en date du 30 octobre 2012 ; que le contrat emportait rémunération de cette société à hauteur de de 1 400 euros, outre le droit de récupérer les rails pour procéder à leur revente ;

Qu'en sa qualité de chef de projet, Monsieur PIERSON n'avait pas compétence pour confier une telle mission à la société TPL 52 ; qu'il a dès lors commis une faute en outrepassant ses pouvoirs ;

Que la circonstance que le salarié n'ait bénéficié d'aucun enrichissement personnel dans le cadre de cette affaire et que sa bonne foi ne soit pas remise en cause n'est pas de nature à constituer un obstacle à la sanction de ce dépassement de pouvoir ;

Que la sanction disciplinaire infligée est proportionnée à la gravité de la faute commise, compte tenu du niveau de responsabilité du demandeur au sein de son entreprise ;

Attendu que Monsieur Yvon PIERSON sera donc débouté de ce chef ;

2° Sur les demandes de dommages-intérêts :

Attendu, aux termes de l'article 9 du code de procédure civile, qu'il incombe aux parties de prouver les faits nécessaires au succès de leur prétention ;

Attendu que Monsieur PIERSON réclame le paiement de dommages-intérêts au titre de préjudice moral causé par la mise en doute de son honnêteté et du préjudice de carrière prétendument subis ;

Qu'il ressort des documents qu'il produit au débat concernant son évolution de carrière qu'il a bénéficié d'un classement à une position de rémunération supérieure le 1er avril 2014 ; qu'ainsi, la preuve d'un préjudice de carrière n'est pas rapportée ;

Que Monsieur Yvon PIERSON ne prouve pas davantage l'existence d'un préjudice moral causé par des suspicions de son employeur à son égard ;

Qu'il sera donc débouté de ce chef ;

3° Sur l'exécution provisoire :

Attendu que le salarié est intégralement débouté de ses demandes ; que la défenderesse n'a formé aucune demande reconventionnelle ;

Qu'il convient dès lors de ne pas assortir le présent jugement de l'exécution provisoire, en application des dispositions de l'article 515 du code de procédure civile ;

4° Sur les frais de justice:

Attendu qu'il convient, pour des motifs d'équité, que chaque partie conserve la charge de ses frais de justice non compris dans les dépens, en application de l'article 700 du code de procédure civile ;

Que Monsieur Yvon PIERSON, partie succombante, sera condamné aux dépens de l'instance conformément à l'article 696 du même code;

PAR CES MOTIFS :

Le Bureau de Jugement du conseil de prud'hommes de Metz, statuant en sa formation de départage, après en avoir délibéré conformément à la loi, publiquement, par jugement contradictoire et en premier ressort,

DEBOUTE Monsieur Yvon PIERSON de l'intégralité de ses demandes ;

DIT n'y avoir lieu à exécution provisoire ;

CONDAMNE Monsieur Yvon PIERSON aux dépens de l'instance;

DIT que les parties conserveront la charge de leurs frais de justice non compris dans les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par mise à disposition au greffe le 25 novembre 2016.

LE GREFFIER

LE JUGE



Pour Copie certifiée
conforme à l'original :
Le Greffier